



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



AGRICULTURE ET PECHE

ROYAUME-UNI, IRLANDE ET PAYS-BAS

UNE PUBLIATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°15 – 21 avril 2022

SOMMAIRE

ROYAUME-UNI

- La *Food and Drink Federation* alerte sur les conséquences possibles du conflit ukrainien pour les entreprises agroalimentaires britanniques et la répercussion sur les prix alimentaires de la hausse des coûts et a obtenu des flexibilités sur l'étiquetage du type d'huile utilisé
- La *British Veterinary Association* s'inquiète de la baisse du nombre de vétérinaires.
- La moitié des entreprises ne seraient pas prêtes pour les nouvelles règles limitant la promotion des produits très salés, gras ou sucrés, selon une enquête.
- Les éleveurs porcins britanniques ont perdu en moyenne 39 £ par porc au cours du dernier trimestre de 2021, la plus grande perte de marge nette trimestrielle jamais enregistrée selon l'*Agriculture and Horticulture Development Board*.
- La *Food and Drink Federation* publie les données des exportations et importations sur l'ensemble de l'année 2021.
- Le gouvernement britannique pourrait envisager un quatrième report des contrôles frontaliers post-Brexit sur les importations en provenance de l'UE.
- Lancement des négociations pour un accord de commerce avec le Canada, qui réitère sa volonté d'obtenir la levée de l'interdiction britannique du bœuf aux hormones.

IRLANDE

- Dans le cadre des travaux du comité national de la sécurité fourragère et alimentaire, le Teagasc publie ses premiers conseils aux agriculteurs.
- Guinness lance un programme agricole, impliquant 40 fermes d'orge irlandaises, afin de réduire son empreinte carbone.
- L'Irlande va participer au réseau européen de recherche sur la biodiversité agricole.
- A l'occasion de la journée mondiale des droits des femmes, la presse agricole indique que les femmes restent sous-représentées dans le monde agricole et ses instances représentatives Irlande.
- Développement de chaluts plus efficaces pour la pêche à la langoustine

PAYS-BAS

- Rapport de l'université de Wageningen sur « l'analyse des goulets d'étranglement résultant du conflit en Ukraine » pour les filières agricoles et agroalimentaires
- Les volumes de pomme de terre transformés retrouvent les niveaux d'avant COVID.
- Reprise du marché de la pomme de terre de semences
- Les agriculteurs biologiques de pois et haricots alertent sur la hausse des coûts de production.
- Publication du programme pour la Mer du Nord 2022-2027, qui comprend des mesures concernant la préservation du milieu marin.

Pour aller plus loin - Brexit

- Préparation aux nouvelles formalités sanitaires à partir du 1^{er} juillet 2022
- Carte interactive des postes de contrôles frontaliers

ROYAUME-UNI

La Food and Drink Federation alerte sur les conséquences possibles du conflit ukrainien pour les entreprises agroalimentaires britanniques et la répercussion sur les prix alimentaires de la hausse des coûts et a obtenu des flexibilités sur l'étiquetage du type d'huile utilisé.

Selon les acteurs de l'agroalimentaire, les difficultés majeures concerneraient l'approvisionnement en huile de tournesol (83% des importations au Royaume-Uni proviennent d'Ukraine), poisson blanc (en provenance de Russie) ainsi que la hausse des coûts de l'énergie qui vont se répercuter sur les prix alimentaires.

L'inventaire sur les ingrédients et matières premières montre que la situation est particulièrement problématique pour les approvisionnements en huile de tournesol. Les autorités en charge du contrôle de l'étiquetage ont publié des [lignes directrices](#) afin que les contrôleurs fassent preuve de flexibilité lors des inspections en cas de substitution par d'autres types d'huile (colza par exemple), sous réserve d'informer les consommateurs (ex. : site internet, affichettes en magasins).

La British Veterinary Association s'inquiète de la baisse du nombre de vétérinaires.

La BVA met en garde contre une "tempête de pénuries" dans la profession après que le nombre de nouveaux inscrits de l'UE venant travailler au Royaume-Uni a chuté de deux tiers en deux ans. Les données du Royal College of Veterinary

Surgeons (RCVS) indiquent que le total est passé de 1 132 en 2019 à seulement 362 en 2021, ce que la BVA attribue à la fois à la fin de la libre circulation liée au Brexit et à la pandémie. L'association indique que cette baisse pourrait avoir des conséquences directes et indirectes de grande ampleur, surtout si elle s'accompagne d'une forte augmentation de la demande de certifications vétérinaires dans le cadre des nouveaux accords commerciaux du Royaume-Uni. L'Association a alerté le gouvernement qui, selon elle, prévoit des mesures « telles que l'augmentation du nombre de places dans les écoles vétérinaires et une meilleure numérisation du processus de certification ». Les chiffres du RCVS pour 2021 suggèrent que 29 % de la main-d'œuvre vétérinaire actuelle du Royaume-Uni a obtenu son diplôme dans l'UE.

La moitié des entreprises ne seraient pas prêtes pour les nouvelles règles limitant la promotion des produits très salés, gras ou sucrés, selon une enquête.

Une [nouvelle loi pour encadrer les promotions](#) des produits très salés, gras ou sucrés entrera en vigueur le 1^{er} octobre prochain. Malgré un délai de 6 mois supplémentaire pour l'entrée en vigueur (initialement prévue en avril 2022), une étude, commandée par l'organisation de normalisation GS1 UK, révèle que 20 % des entreprises ne sont pas du tout au courant des changements réglementaires qui vont limiter la promotion des aliments très sucrés, salés ou gras. L'enquête révèle que 70 % des entreprises interrogées ne savaient pas que les promotions de volume seraient interdites. Seule une entreprise sur trois a évalué ses produits avant la date de mise en œuvre d'octobre, 48 % d'entre

elles reformulant les produits existants et environ un quart n'y ayant même pas songé. L'étude révèle également que 33 % des entreprises seulement forment leur personnel aux nouvelles règles et que 35 % audient leurs fournisseurs. Deux tiers des entreprises ont déclaré qu'un soutien financier plus important de la part du gouvernement serait nécessaire pour les aider à s'adapter, et 81 % d'entre elles ont déclaré que les nouvelles règles changeraient considérablement leur mode de fonctionnement.

Les éleveurs porcins britanniques ont perdu en moyenne 39 £ par porc au cours du dernier trimestre de 2021, la plus grande perte de marge nette trimestrielle jamais enregistrée selon l'*Agriculture and Horticulture Development Board*.

Les données de l'AHDB montrent que les coûts de production d'octobre à décembre 2021 ont été en moyenne de 177 £ par porc, tandis que les prix de vente ont été en moyenne de 138 £ par porc. Les coûts d'alimentation ont augmenté à 134 p/kg, soit une augmentation de 28 p/kg sur l'année, et ont représenté 70 % des coûts totaux de production. Historiquement, ce chiffre était plus proche de 60 %. Les coûts de la main-d'œuvre et des bâtiments sont restés relativement inchangés pour le secteur ces dernières années.

La Food and Drink Federation publie les données des exportations et importations sur l'ensemble de l'année 2021.

Les marchés hors UE ont montré des signes de reprise après les pertes de 2020, avec des exportations en hausse par rapport aux niveaux de 2020, et des importations plus élevées qu'en 2019. Les exportations vers la plupart des régions ont augmenté en 2021, avec l'Amérique centrale et du Sud en hausse de plus de 62%. Depuis 2020, les importations totales sont en baisse d'environ 4 %, mais les importations en provenance des marchés hors UE ont augmenté de 6,5 %.

Dans cette [nouvelle publication](#), La FDF note en particulier les points suivants :

- les ventes aux pays non européens ont augmenté de plus de 8 % par rapport à 2020. Cela est notamment dû à une forte reprise des exportations de whisky (+18,7 %) et de saumon (+20,6 %), ainsi que les céréales pour petit-déjeuner et des boissons gazeuses ;
- les exportations vers l'Asie de l'Est se redressent plus rapidement que dans la plupart des autres régions ;
- un focus est fait sur Israël, considéré comme un partenaire commercial important pour les entreprises britanniques du secteur de l'alimentation et des boissons ;
- en Amérique centrale et du Sud, le secteur a vu ses exportations augmenter de 62% depuis 2020.

La FDF souligne également que l'amélioration de la mise en œuvre de l'accord commercial entre le Royaume-Uni et l'UE doit rester une priorité alors que les ventes vers l'UE ont chuté de 12 % par rapport à 2020, avec une grande partie de la baisse au cours du premier trimestre de 2021 (et des améliorations significatives vers le milieu et la fin de l'année).

La FDF conclut en rappelant que l'impact de la guerre en Ukraine reste encore incertain, avec la

hausse des prix de l'énergie et les difficultés d'approvisionnement de certains ingrédients clés, notamment les huiles végétales, les céréales et le poisson blanc, qui sont très importantes pour les entreprises agroalimentaires britanniques.

Le gouvernement britannique pourrait envisager un quatrième report des contrôles frontaliers post-Brexit sur les importations en provenance de l'UE.

Alors que l'entrée en vigueur des contrôles complets, déjà décalée, est prévue au 1^{er} juillet, le ministre aux opportunités du Brexit, Jacob Rees-Mogg serait en faveur d'une prolongation de la période de grâce des contrôles. Cette extension serait justifiée par le changement de contexte depuis l'invasion russe en Ukraine, aggravant les pressions sur les chaînes d'approvisionnement. Pour mémoire, les contrôles ont été reportés plusieurs fois, en juin 2020, puis en mars et septembre 2021.

A ce jour, aucune information officielle ne confirme cette option. Le DEFRA, qui serait favorable au maintien de l'échéance du 1^{er} juillet, continue de communiquer sur la nécessité de se préparer pour cette date (cf. rubrique « pour aller plus loin »).

Lancement des négociations pour un accord de commerce avec le Canada, qui réitère sa volonté d'obtenir la levée de l'interdiction britannique du bœuf aux hormones.

Alors que les deux parties ont entamé le mois dernier des négociations en vue de renforcer l'accord commercial en vigueur, les représentants du Canada (ministre au commerce mais aussi Haut Commissaire à Londres) rappellent avec véhémence que la viande canadienne est parmi les plus sûres du monde et que l'interdiction du bœuf aux hormones n'est pas fondée scientifiquement. Bien que le Royaume-Uni ait toujours affirmé sa volonté de maintenir l'interdiction, la position canadienne [inquiète](#) le secteur agricole britannique, qui espère cependant qu'un nouvel accord permette d'obtenir un meilleur accès au marché canadien pour la volaille, qui était exclue en vertu de l'accord avec l'UE, pour de plus grands volumes de produits laitiers, y compris les fromages et le beurre de qualité, et pour le sucre.

IRLANDE

Dans le cadre des travaux du comité national de la sécurité fourragère et alimentaire, le Teagasc publie ses premiers conseils aux agriculteurs.

Le comité national de la sécurité fourragère et alimentaire, mis en place à la demande du ministre de l'agriculture le 11 mars dernier, s'est réuni une nouvelle fois le 22 mars. A cette occasion, il a été recommandé aux agriculteurs d'épandre leurs engrais sans attendre car les conditions météorologiques sont favorables et les stocks suffisants pour répondre aux besoins de printemps. De plus, selon le Teagasc (équivalent de l'INRAE), les engrais épandus fin mars et début avril donneront un meilleur rendement que ceux épandus à d'autres moments de l'année.

Le comité a [publié](#) ses premiers conseils techniques pour les agriculteurs, mis en en ligne sur le site internet du Teagasc. Au-delà de premières recommandations très générales pour les différents secteurs (porc, volaille, grandes cultures, lait, élevage avec pâtures), un [outil informatique](#) est mis à disposition pour les éleveurs afin qu'ils puissent calculer l'état de leur stock d'ensilage d'herbe : ce qui sera nécessaire pour l'hiver prochain versus ce qui sera disponible en fonction de l'état actuel des stocks et des récoltes prévues. Un [sondage](#) sur les fertilisants a également été réalisé, par secteur.

Guinness lance un programme agricole, impliquant 40 fermes d'orge

irlandaises, afin de réduire son empreinte carbone.

L'objectif de cette initiative est de réduire l'empreinte carbone de la production de Guinness, grâce à des mesures visant à améliorer la santé des sols, la qualité de l'eau et la biodiversité, augmenter la séquestration du carbone dans le sol, réduire l'utilisation des engrais de synthèse.

L'Irlande va participer au réseau européen de recherche sur la biodiversité agricole.

L'Irlande sera partie prenante de la nouvelle initiative de financement du réseau de l'Espace européen de la recherche (ERA-NET) sur la biodiversité agricole. Le ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la mer fournira 1,5 million d'euros pour soutenir la participation irlandaise au réseau, tandis que Teagasc (équivalent INRAE) apportera également un soutien de 288 000 euros, sous la forme de bourses.

A l'occasion de la journée mondiale des droits des femmes, la presse agricole indique que les femmes restent sous-représentées dans le monde agricole et ses instances représentatives Irlande.

Selon le CSO (agence nationale des statistiques), 1% des exploitations agricoles en Irlande ont une femme enregistrée en tant que partenaire officielle. Pourtant, selon l'Irish Grain Growers' Group (IGGG) et le Women in Agriculture Stakeholders Group (WASG), les femmes sont nombreuses dans l'agriculture, elles ne bénéficient simplement pas de la même reconnaissance que leurs homologues masculins.

Elles sont en particulier sous représentées dans les syndicats agricoles, ou ne sont pas inscrites comme principal exploitant, et sont ainsi les laissées-pour-compte des paiements uniques. Cependant, certaines mesures devraient tendre à rétablir ce déséquilibre : l'augmentation du taux de subventions de 60% pour les femmes âgées de 41 à 66 ans dans le cadre des programmes de modernisation de l'agriculture ciblée (TAMS) en est une.

Développement de chaluts plus efficaces pour la pêche à la langoustine

Le *Bord Iascaigh Mhara* (BIM – agence de développement pour la pêche) travaille avec l'industrie de la pêche irlandaise pour développer des chaluts de fond ayant une meilleure efficacité énergétique. En collaboration avec PEPE Trawls Ltd. et Supreme Fishing Co., il a développé un nouveau chalut pour la pêche à la langoustine avec quatre panneaux qui permet de réduire la consommation de carburant.

PAYS-BAS

Rapport de l'université de Wageningen sur « l'analyse des goulots d'étranglement résultant du conflit en Ukraine » pour les filières agricoles et agroalimentaires

L'Université de Wageningen produit un [nouveau rapport](#) d'analyse sur les conséquences de la guerre, qui identifie les points sensibles des chaînes de production et d'approvisionnement qui pourraient fragiliser la filière agricole néerlandaise.

L'organisme de recherche avait déjà produit 2 rapports : un [premier](#) dans lequel ont été analysées les conséquences du conflit en Ukraine sur le secteur agricole et agroalimentaire au regard des flux commerciaux existants, un [deuxième](#) sur l'impact de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire.

Ce troisième rapport, publié le 31 mars, conduit une analyse précise et détaillée, filière par filière, des « goulots d'étranglement » (ou facteurs limitants) risquant de fragiliser la production néerlandaise à court terme (dans les 6 mois). Les facteurs étudiés concernent notamment les engrais, l'alimentation animale, la main d'œuvre, et l'énergie et les filières considérées sont les cultures arables, les cultures sous serre, l'élevage laitier, l'élevage porcin, l'aviculture et la pêche. pper de nouveaux produits.

Les volumes de pomme de terre transformés retrouvent les niveaux d'avant COVID.

Les transformateurs néerlandais de pommes de terre ont transformé plus de 3,8 millions de tonnes de pommes de terre au cours des douze derniers mois. C'est presque le même volume que dans la période de mars 2019 à février 2020. En février 2022, un total de 311 200 tonnes de pommes de terre ont été transformées aux Pays-Bas en 173 000 tonnes de produit fini, selon les chiffres de transformation que Vavi et NAO ont publiés cette semaine. Le volume traité est supérieur de 8% à celui du même mois de l'année dernière. Parmi les pommes de terre transformées en février, 36,7% provenaient d'importations. Il s'agit principalement de pommes de terre de Belgique et, dans une moindre mesure, d'Allemagne et de France.

Reprise du marché de la pomme de terre de semences

Selon HZPC, spécialisé dans le commerce de semences de pommes de terre, début mars, le prix prévisionnel pour les pommes de terre de semence de la récolte 2021 atteint 33,10 euros par 100 kilos. Ce prix est supérieur de 2,30 euros au prix de l'année précédente. HZPC indique que le marché des pommes de terre de semence semble se remettre des conséquences de la crise COVID et est plus dynamique que jamais. Les développements en Afrique du Nord et en Asie et la reprise en Europe favorisent la reprise aux Pays-Bas.

Les agriculteurs biologiques de pois et haricots alertent sur la hausse des coûts de production.

Dans une [lettre ouverte](#), les producteurs de pois et haricots biologiques néerlandais demandent

au secteur de la conserverie de tenir compte de la hausse des coûts des producteurs dans les prix contractuels de la nouvelle saison.

Ces producteurs de grandes cultures sont réunis au sein de Bioplant et sont soutenus par Biohuis. Selon ce dernier défenseur, certains signes indiquent que le secteur industriel de la transformation n'augmente pas les prix contractuels. Outre l'inflation générale, l'agriculture biologique doit faire face à des coûts de main-d'œuvre plus élevés en raison de la pénurie sur le marché du travail et à des coûts énergétiques plus élevés. En conséquence, les coûts de production des cultures ont fortement augmenté.

Les producteurs de grandes cultures appellent donc tous les maillons de la chaîne de production, les consommateurs, et le gouvernement à en profiter pour conclure des accords durables pour la culture biologique avec de bons prix.

Publication du programme pour la Mer du Nord 2022-2027, qui comprend des mesures concernant la préservation du milieu marin.

Le [programme de la mer du Nord](#) vise l'atteinte d'un bon état écologique de l'environnement alors qu'il s'agit d'une des mers les plus intensivement utilisées au monde. Il décrit ainsi les cadres pour une transition dans trois domaines : la protection de la nature, la production alimentaire et la production énergétique et s'appuie pour cela sur l'accord de la mer du Nord.

Selon le ministère, des zones pouvant accueillir des éoliennes ont été désignées, en vue de la

réalisation de 10,7 GW d'énergie éolienne supplémentaire (conformément aux objectifs climatiques néerlandais d'une diminution d'au moins 55 % de réduction de CO₂ d'ici 2030), en prenant en compte les autres utilisations telles que la navigation, la pêche, l'exploitation minière et la défense. Un programme de mesures est également prévu en annexe afin d'atteindre un bon état écologique de biodiversité et de préserver l'intégrité des fonds marins.



Pour aller plus loin - Brexit

Préparation aux nouvelles formalités sanitaires à partir du 1^{er} juillet 2022

Vous pouvez vous inscrire à une Newsletter hebdomadaire publiée par le DEFRA en suivant [ce lien](#).

Carte interactive des postes de contrôles frontaliers

Le DEFRA a publié une carte détaillée des postes de contrôles frontaliers avec les agréments dont ils disposent, par type de produits.

[Border Control Posts – Border Control Posts \(bcpmap.co.uk\)](https://bordercontrolposts.co.uk)

A partir du 1^{er} juillet 2022, les produits soumis à contrôles SPS devront passer par un point d'entrée qui dispose d'un poste de contrôle frontalier agréé pour ce type de marchandises. Cette exigence s'applique à toutes les marchandises soumises à contrôles SPS, quelle que soit la date à laquelle les certificats ou les contrôles seront mis en œuvre.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédacteurs : Julie Poirot, Héroïse Pestel, avec l'appui des services économiques de Londres, Dublin et La Haye

Pour s'abonner : londres@dgtrésor.gouv.fr

Pour s'abonner : londres@dgtrésor.gouv.fr